

Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**

(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Accord du 17 mai 2021

relatif aux indemnités de petits déplacements
au 1^{er} juin 2021
(Centre-Val de Loire)

NOR : ASET2151075M

IDCC : 1596

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA UR Centre-Val de Loire ;

UR bois CFDT Centre,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 1.3 de la convention collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en région Centre Val-de-Loire, à compter du 1^{er} juin 2021.

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,86 €.

Article 3

Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 km) = 0,50 €.

Zone 1B (3 à 10 km) = 3,56 €.

Zone 2 (10 à 20 km) = 7,49 €.
Zone 3 (20 à 30 km) = 11,07 €.
Zone 4 (30 à 40 km) = 15,33 €.
Zone 5 (40 à 50 km) = 19,62 €.

Article 4

Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 km) = 0,40 €.
Zone 1B (3 à 10 km) = 2,48 €.
Zone 2 (10 à 20 km) = 4,05 €.
Zone 3 (20 à 30 km) = 4,97 €.
Zone 4 (30 à 40 km) = 6,24 €.
Zone 5 (40 à 50 km) = 7,78 €.

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans (siège de la CAPEB région centre Val-de-Loire).

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail.

Fait à Orléans, le 17 mai 2021.

(Suivent les signatures.)